

classe possédante. Ce budget est contraire aux intérêts des gens, monsieur le Président.

[Français]

Après nous avoir fait miroiter des promesses telles que: «Les gens ordinaires ne font jamais les frais de la réduction du déficit. . .», «Les programmes sociaux sont sacrés. . .», et quoi d'autre encore, le gouvernement conservateur nous montre une fois de plus ses vraies couleurs.

En 1984, celui-ci a tenté de désindexer les pensions de sécurité de la vieillesse et cette fois-ci, monsieur le Président, malgré l'échec face à son attaque contre les personnes âgées, le gouvernement tente, encore une fois, de réduire son déficit sur le dos des moins nantis, à savoir, les sans-emploi.

Monsieur le Président, je peux vous assurer que l'opposition libérale mènera une lutte tout aussi acharnée que celle face à la tentative avortée du gouvernement conservateur de désindexer les pensions de sécurité de la vieillesse.

Cette année, rien ne nous permet d'espérer plus de sensibilité de la part de ce gouvernement, alors qu'on annonce des coupures dans l'assurance-chômage et que les chômeurs feront les frais des nouveaux programmes de formation.

Le 11 avril dernier, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall) annonçait les modifications qui seront apportées au Programme d'assurance-chômage. Eh oui, fidèle à lui-même, ce gouvernement conservateur, par cette réforme, fera payer strictement aux chômeurs ces nouveaux programmes de formation!

Monsieur le Président, pour ce gouvernement, le fardeau imposé aux travailleurs et travailleuses n'est pas suffisant. Le gouvernement augmente la période de travail nécessaire pour avoir droit à des prestations et, au même moment, a le culot de réduire le nombre de semaines de prestations dont un travailleur pourrait bénéficier.

Le gouvernement ne s'arrête pas là! Les Américains, ou devrais-je dire, les patrons du premier ministre (M. Mulroney), lui ont fait savoir que l'assurance-chômage était considérée comme étant une subvention déguisée.

Plutôt que de se tenir debout dans les négociations sur ce qu'est ou n'est pas une subvention, ce gouvernement écoute faiblement les ordres provenant du Sud. Résultat: Le gouvernement se retire entièrement de l'assurance-chômage et ce sont les travailleurs et les employeurs qui paieront seuls la facture.

Le budget—Mme Maheu

Rappelez-vous, monsieur le Président, que le premier ministre a dit, lors du débat télévisé des chefs, que les programmes sociaux ne sont pas menacés! Et, il est allé jusqu'à dire que le chef de l'opposition menait une campagne de peur! Eh bien, laissez-moi vous dire que le chef de l'opposition avait vu juste et que le premier ministre canadien a, encore une fois, leurré la population canadienne. Les Canadiens en ont assez des promesses d'ivrogne de ce gouvernement!

Monsieur le Président, en référence au projet de réforme de l'assurance-chômage, j'aimerais citer Michel Vastel, journaliste au journal *Le Devoir*, dans son article du 12 avril dernier:

«Cela revient notamment à faire payer une partie des coûts de l'ajustement au libre-échange par les chômeurs.»

C'est cela, la justice sociale des conservateurs!

• (1150)

[Traduction]

Ce gouvernement n'a pas de coeur. Il se montre tel qu'il est maintenant que les élections sont passées. Il éprouve les familles canadiennes en retardant l'investissement de 4 milliards de dollars pour la création de places de garderie. Il a décidé de ne pas réaliser son propre programme pour des raisons budgétaires. Je le comprendrais d'éliminer ce programme s'il le remplaçait par d'autres que les Canadiens réclament et dont ils ont vraiment besoin, mais l'élimination pure et simple ne prouve qu'une chose, que le gouvernement ne se reconnaît pas d'engagement envers les familles canadiennes. Le budget tue tout espoir de solution immédiate à la crise de la garde d'enfants, en dépit de la promesse électorale que le gouvernement a faite et de l'engagement qu'il a pris dans le discours du Trône.

Le gouvernement doit avancer des fonds pour faciliter la création des places en garderie dont nous avons un besoin aigu partout au Canada. Il est évident que le gouvernement conservateur et le ministre des Finances (M. Wilson) se préoccupent davantage d'appliquer leur théorie de compression des dépenses publiques et de majorer les impôts que de fournir des services convenables et essentiels à tous. La réduction de 4 milliards de dollars dans les paiements de transfert aux provinces sur une période de six ans va frapper les Canadiens dans des secteurs où l'aide du gouvernement est indispensable. Les paiements de transfert pour le financement des programmes établis sont une fois de plus soumis à de fortes restrictions. Le gouvernement a commencé par réduire les transferts de fonds de 2 p. 100 en 1986. Une réduction supplémentaire de 1 p. 100 aura de lourdes répercussions sur les programmes provinciaux qui ne